



Boîte à outils régionale : le FLAG développe les instruments nécessaires pour accompagner les observateurs indépendants de l'activité forestière

Pour les acteurs qui contrôlent le secteur bois dans la sous-région du Bassin du Congo, le Field Legality Advisory Group (FLAG) sert de balise d'alignement et de ressource technique.

Une poignée de juristes et de forestiers camerounais du Field Legality Advisory Group (FLAG) épaulait des organisations internationales dans la mise en œuvre opérationnelle de l'observation indépendante (OI) forestier, alors que l'activité faisait ses premiers pas dans les années 2000. Quand ces organisations se sont retirées, l'équipe de FLAG y a vu l'occasion de prendre son envol, de mettre son expertise au service de ceux qui souhaitent s'impliquer dans l'OI dans la sous-région du Bassin du Congo.



Tout en gardant les pieds sur terre : « Nous avons commencé assez timidement, à vrai dire », explique Serge Moukouri, directeur en charge du Développement et du Suivi Interne à FLAG. « Le projet CV4C [Voix des Citoyens pour le Changement], nous a permis de donner un coup d'accélérateur au positionnement stratégique de FLAG et de nous consolider en pôle d'expertise régionale. »

Le positionnement de FLAG au sein du consortium CV4C, financé par l'Union européenne et le Foreign, Commonwealth & Development Office, a rendu possible des activités d'accompagnement auprès des partenaires dans les cinq pays concernés, concrétisant ainsi leur volonté de servir de point de repère pour le partage de connaissances entre pairs.

L'équipe de FLAG a cerné trois chantiers principaux pour assister dans le développement sous-régional de l'OI : l'harmonisation des méthodes ; l'assistance technique aux organisations qui assurent les missions d'OI sur le terrain ; et la conception d'un programme de formation, un creuset pour la professionnalisation des acteurs.

L'harmonisation de l'OI à travers la PA-OI :

Un tracas initial, c'était qu'il y avait presque autant de méthodes d'OI qu'il y avait d'observateurs. Comment s'y retrouver ?

Horline Njike, secrétaire générale de FLAG, insiste sur la rigueur : « Jusque-là les activités d'OI étaient dispersées ; il n'y avait aucun moyen de comparer. Nous voulions encadrer l'exercice de ce type d'activité, offrir un espace pour que les organisations puissent faire un partage d'expériences et s'entre-aider et ainsi assurer que l'OI soit menée de façon professionnelle, crédible et reproductible. » Concrètement, cela se traduirait par une confiance accrue des acteurs de l'OI sur le terrain, reflétée ensuite dans des rapports d'OI qui seraient compréhensibles et comparables au-delà des frontières nationales.

Pour y parvenir, FLAG a conceptualisé une Plateforme Africaine d'Observation Indépendante (PA-OI) afin de rassembler un éventail d'organisations d'OI clés de toute l'Afrique, y compris les partenaires de CV4C. Moukouri enchaîne : « Afin d'encourager l'harmonisation des méthodes OI, déjà un point de départ était d'élaborer une définition consensuelle de ce que l'on entendait par 'observation indépendante', et de développer un référentiel des principes, critères et indicateurs à travers lesquels les acteurs de l'OI pourraient soit être audités, soit s'auto-auditer, pour que sur le plan pratique, l'observation soit robuste et efficace. »

Cette initiative a fait face à des pesanteurs. Certains acteurs trouvaient que leurs approches étaient déjà robustes et efficaces. Comment contourner ce premier obstacle, étant donné qu'une proposition d'aide non sollicitée se voit parfois balayer d'un revers de main ?

Njike sourit : « Effectivement, au départ certaines organisations n'ont pas adhéré à 100 pour cent aux orientations proposées par FLAG. Il y a eu quelques confusions – c'est humain. Mais l'idée de base de la PA-OI est de promouvoir l'expertise des membres, donc si une organisation dispose de compétences dans un domaine, la plateforme prévoit des mécanismes pour booster les échanges entre acteurs.

« Le secrétariat technique de cette instance est chargé de l'organisation d'une réunion annuelle au cours de laquelle les acteurs échangent sur des thèmes d'intérêt pour développer l'OI, mais aussi pour structurer la plateforme. Le partage d'expériences, c'est ce qui permet de prendre en compte les spécificités de chacun et d'intégrer tout le monde. » C'est ce qui fait du réseau plus que la somme de ses parties.

Un élément concret pour étayer la PA-OI, et qui sera éventuellement mis à disposition du public, est la création d'une base de données pour centraliser les rapports dûment validés d'OI des différentes organisations depuis 2000 jusqu'au présent. Mais pas que.



Moukouri ne voit que les possibilités : « D'autres ressources y figureront – les memoranda et protocoles établissant les organisations mandatés d'OI, les manuels de procédure, les outils méthodologiques développés par des acteurs ... tout ça sera disponible sur le site web, une véritable 'one-stop' médiathèque ! »

D'autres ressources – des analyses de tendances sous régionales réalisées à partir d'informations nationales, par exemple – y seront publiées régulièrement pour mettre en avant les problèmes dans les différents segments de la chaîne d'approvisionnement ou de valeur, et éventuellement pour explorer des sujets d'intérêt commun tels que l'analyse de l'importance de la nouvelle loi forestière chinoise pour la sous-région. Cette ambition formidable devrait se réaliser début 2021.

« Nous voulions encadrer l'exercice de ce type d'activité, offrir un espace pour que les organisations puissent ... s'entre-aider et ainsi assurer que l'OI soit menée de façon professionnelle, crédible et reproductible. »

Assistance technique :

En début de projet, plusieurs organisations partenaires avaient soulevé un autre point important : Pour avancer l'OI dans la sous-région, des bases solides d'assistance technique étaient nécessaires. FLAG et le CIDT ont donc monté une enquête détaillée pour faire ressortir les aspects particuliers que les partenaires trouvaient laborieux dans l'exercice de l'activité.

« Nous avons aidé sur deux grands axes : le développement des outils à distance, et l'appui *in situ* à leur adaptation et utilisation. FLAG a ainsi accompagné Centre pour l'Information Environnementale et le Développement Durable (CIEDD) dans la réorientation de son approche de mise en œuvre de l'OI depuis le diagnostic du problème jusque dans l'élaboration d'un manuel de procédures opérationnelles pour la conduite des missions de terrain », dit Moukouri.

« FLAG est parti de son expérience avec l'OI dans le contexte du FLEGT pour développer un guide pratique pour l'élaboration des méthodologies pour le suivi de la REDD+ (ça, c'est la partie à distance). Chaque organisation peut adapter ce guide aux réalités de son contexte et à ses besoins spécifiques pour produire sa méthodologie. Par exemple, FLAG a ainsi accompagné dans le processus technique les ONGs QGF et CACO REDD (et ça, l'appui *in situ*). »

Reste une flèche dans le carquois technique de FLAG permettant aux observateurs indépendants de peaufiner la qualité de leurs rapports : l'outil de vérification de la qualité des missions (VQM).

« Nous avons développé une matrice d'analyse pour assurer la concordance entre les faits observés, les preuves qui sont apportées et les conclusions et recommandations qui en sont tirées », explique Njike. « On peut reprendre les rapports de mission et vérifier que les recommandations données correspondent vraiment à la situation décrite. On essaie de retrouver chaque élément de la chaîne de preuves, et d'apporter des précisions supplémentaires : les points GPS des limites des concessions, par exemple, ou l'article de loi concerné – *grosso modo*, pour vérifier la cohérence de l'ensemble. »

Cette assurance-qualité devrait inspirer confiance aux utilisateurs de ces rapports, les parties-prenantes des différents processus associés : autorités nationales chargées de la répression, mais aussi acteurs des processus REDD+, FLEGT.

L'OI reste une entreprise technique complexe, et bien que les partenaires CV4C soient très familiers avec ces outils, ceux-ci restent peu intelligibles pour les acteurs externes. L'équipe de FLAG prévoit une autre étape : elle aimerait rendre leur boîte à outils (base de données, matrice VQM, guide méthodologique) accessible à tous ceux qui sont touchés par l'activité forestière – les communautés locales et peuples autochtones qui voudraient vérifier que l'on n'entrave pas leurs droits territoriaux et au partage des bénéfices, par exemple ; ou éventuellement les opérateurs et autorités compétentes des États membres de l'UE dans le cadre de l'application du Règlement Bois de l'UE.

« Chaque organisation peut adapter ce guide aux réalités de son contexte et à ses besoins spécifiques pour produire sa méthodologie. »

Formation continue :

Reste le dernier volet de l'initiative FLAG, une offre de formation afin de pérenniser les gains du projet CV4C. FLAG a facilité un processus multipartite pour développer un curriculum pour perfectionner les compétences des acteurs de l'OI, un programme de Formation Continue en Suivi de la Gestion des Ressources Naturelles et de l'Environnement.

Cette opportunité, ouverte à tous, permettra aux parties prenantes du secteur d'améliorer leurs connaissances techniques et de renforcer leurs capacités à travers une formation de courte durée, adaptée au contexte régional et soldée par une attestation fiable. Toujours avec l'accent sur l'apprentissage entre pairs, ce 'centre d'excellence et d'application' espère devenir un espace neutre de collaboration durable entre les acteurs impliqués dans la protection des ressources naturelles et de l'environnement. Le coup d'envoi des formations est prévu mi-2021.

Et pourquoi s'arrêter au secteur bois ? Les méthodologies décrites sont valables et applicables pour tous types d'observation dans la gestion des ressources naturelles, le secteur minier, le suivi communautaire de la gestion de la faune. Avec optimisme et détermination à l'appui, l'équipe de FLAG a les moyens d'adapter les outils pour une meilleure protection des richesses naturelles du Bassin du Congo.

Propos recueillis lors d'un entretien avec Horline Njike et Serge Moukouri le 23 novembre 2020 ; Nicole Gérard



COUP D'ŒIL

- 1 Harmonisation des méthodes d'OI promue à travers la Plateforme Africaine d'Observation Indépendante (PA-OI)
- 1 Base de données où figurent les rapports dûment validés d'OI des différentes organisations depuis 2000 jusqu'au présent, ainsi que d'autres ressources (prochainement sur <https://pa-oi.org/> !)
- 1 Guide pratique pour l'élaboration des méthodologies pour le suivi de la REDD+
- 1 Matrice d'analyse : la *Vérification de la qualité des missions (VQM)*
- 1 Formation Continue en Suivi de la Gestion des Ressources Naturelles et de l'Environnement
- 12 Missions d'appui technique aux partenaires
- 4 Missions d'investigation et de collecte d'informations
- 19 Actions de vérification de la qualité effectuées sur les rapports et autres produits d'OI
- 2 Rapports d'intérêt commun publiés dans le cadre du projet CV4C (sur la nouvelle loi forestière chinoise et sur la gestion de la pêche artisanale, pour étudier la faisabilité d'une action de suivi dans la gestion de la pêche)
- 1 Effet d'entraînement espéré des méthodologies OI dans d'autres domaines de gestion de ressources naturelles



Dirigé par le Centre pour la formation et le développement international de l'Université de Wolverhampton (CIDT), le projet 'Voix des Citoyens pour le Changement' (CV4C) a été conçu pour établir un partenariat fort et durable entre les acteurs non étatiques de l'observation indépendante des forêts, ou tous les acteurs de la société civile au Cameroun, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Gabon et République du Congo. Ce projet cherchait à adresser ce défi en renforçant les capacités, d'influencer la performance et la viabilité à long terme des organisations de l'OI, afin de remplir leurs fonctions essentielles de surveillants. Pour en savoir plus, visitez : <https://cidt.org.uk/cv4c/fr>.